

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 19/12/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Z DIFFUSION

Av. Louis Lumière
17180 Périgny

Références : 0007204020/2025/627
Code AIOT : 0007204020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement Z DIFFUSION implanté AVENUE LOUIS LUMIERE 17180 Périgny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Z DIFFUSION
- AVENUE LOUIS LUMIERE 17180 Périgny
- Code AIOT : 0007204020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Périgny est spécialisé dans la fabrication de mâts de voiliers, en aluminium, destinés à être commercialisés en France (Dufour, Benneteau...) mais également à l'étranger (Angleterre, Afrique du

Sud...). L'établissement produit près de 4000 mâts annuellement.

La raison sociale de l'entreprise est Z-Diffusion. Z-spars reste un nom commercial (pas de Kbis associé).

L'exploitant possède également deux autres entreprises dans la région. Une à Marans (17) qui comprend une cabine de peinture et une autre à Mauzé sur le Mignon (79) pour l'usinage des pièces. Deux sites sont également implantés à l'étranger (États-Unis et Angleterre).

Les étapes de fabrication sont les suivantes : usinage des profilés, traitement de surface de profilés et de pièces, ébavurage, assemblage et montage. L'entreprise emploie 23 salariés.

Deux unités de traitement de surface sont utilisées sur le site de Périgny :

- la grande chaîne : traitement de mâts pouvant atteindre 20,5 mètres. Fonctionnement en 2 équipes. Étapes : dégraissage, satinage, rinçage, neutralisation, anodisation, rinçage, colmatage, rinçage.
- la petite chaîne : traitement de petites pièces. Étapes : dégraissage, rinçage soude, anodisation, rinçage, colmatage, rinçage.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites inspections 2022 et 2024	Autre du 23/12/2022	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
2	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
3	Fonction de rinçage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 21.I et 21.II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré les échanges réguliers entre l'administration et l'exploitant, la situation environnementale ne présente pas d'avancée significative. En effet, plusieurs points relatifs au désenfumage et à la rétention des eaux d'extinction incendie restent non conformes depuis plusieurs années.

Par ailleurs, le sujet de la fonction de rinçage n'est toujours pas conforme bien que plusieurs rappels aient été faits à l'exploitant (en 2020 puis 2024).

Un arrêté de mise en demeure est donc proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspections 2022 et 2024

Référence réglementaire : Autre du 23/12/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction et désenfumage
Prescription contrôlée : Rappel des références réglementaires ayant conduit aux constats des visites de 2022 et 2024 : Article 8.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 juin 2001 : « Les locaux à risques d'incendie doivent être équipés en partie haute, sur au moins 2 % de leur surface d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface du local. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les accès. » Article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : « I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger [...]. »
Constats : <u>Rappel des constats effectués lors de la visite du 23/12/2022 :</u> <u>Point 5</u> : L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des éléments sur le dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinctions incendie. Il est demandé à l'exploitant de procéder au dimensionnement de son bassin d'extinction incendie au regard de la règle D9A. Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'étude d'une mise en place d'une vanne d'isolement dimensionnée suivant le volume des eaux d'extinction incendie déterminé. <u>Point 6</u> : L'exploitant transmet les éléments de dimensionnement notamment au regard de la surface de toiture des installations de traitement de surface. <u>Rappel des constats effectués lors de la visite du 02/05/2024 :</u> <u>Point 5</u> : L'exploitant a remis en séance une étude de dimensionnement des besoins en eau et en rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie. Ce document fait l'objet d'une analyse et d'une demande de compléments précisées au point de contrôle n° 2 du présent rapport. <u>Point 6</u> : L'exploitant a remis dans son courrier du 13 février 2023 un calcul de dimensionnement concernant le désenfumage des locaux abritant l'activité de traitement de surface. Une surface de 7 m ² est nécessaire pour atteindre les 2 % exigés par la réglementation. Toutefois, l'exploitant n'a pas encore engagé les travaux de mise en conformité.

Constats de la présente visite :

L'exploitant a présenté en 2024 une étude de dimensionnement relative au calcul du volume des besoins et de rétention en eaux d'extinction :

- Les besoins en eau ont été calculés sur la base des notes techniques D9 et D9A. Il ressort du document que le besoin en eau est estimé à 270 m³/h. L'étude répertorie les poteaux situés à proximité et mentionne les débits théoriques connus sous 1 bar. Le débit simultané des poteaux situés à moins de 400m du site donne un débit théorique de 313 m³/h. Des réserves sont émises quant aux débits réels. Par ailleurs, la capacité de rétention interne totale est de 270 m³. L'étude propose de réduire les besoins en eau en étudiant la séparation physique des bâtiments par un mur coupe feu de degré 2h, conjointement à la mise en œuvre d'une détection incendie généralisée. Cette proposition permettrait en effet de passer d'un besoin de 270 à 180 m³/h mais coûterait environ 150 000 € HT. Au final, cette solution de réduction n'est pas retenue par la société OPTIMIA.

Deux options sont proposées par la suite pour la rétention des eaux d'extinction :

- le confinement interne sur l'emprise du bâtiment
- le confinement en bassin extérieur de rétention

Le confinement interne se base sur les murs périphériques existants, la mise en place de barrières amovibles basculantes et automatiques ou manuelles et permanentes notamment pour les accès très peu utilisés. Des vannes de sectionnement complètent ce dispositif.

Bâtiment 2 : besoin en eau 180 m³/h. Besoin en rétention selon D9A : 413 m³.

Bâtiment 1 : besoin en eau 60 m³/h. Besoin en rétention selon D9A : 135 m³.

Le confinement externe conduit quant à lui à un besoin en eau de 270 m³/h et une rétention à créer, en supplément des 270 m³ disponibles, de 360 m³.

Une détection généralisée a été installée et est opérationnelle le jour de la visite. L'exploitant n'a pas mis en œuvre une des options proposées par l'étude OPTIMIA pour la rétention des eaux d'extinction. Les besoins précités ne sont donc pas disponibles en permanence afin d'assurer une bonne protection contre le risque incendie.

Concernant le désenfumage, l'exploitant n'a toujours pas engagé les travaux de mise en conformité.

L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 8.7 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel précité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à la mise en conformité de la rétention des eaux d'extinction et du désenfumage dans un délai de 12 mois.

→ Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des justificatifs permettant d'attester de la disponibilité du débit minimal de 270 m³/h relatifs au besoin en eau d'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention associée
Prescription contrôlée : II. Stockages : Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;• dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m ³ ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m ³ . Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats : L'armoire extérieure contenant les produits de traitement de surface est dégradée. De plus, des bidons sont présents devant son ouverture et en obstrue l'accès. Les bidons ne sont pas sur rétention associée ce qui constitue une non-conformité aux I de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à la réparation de l'armoire et de mettre l'ensemble des produits à l'abri des intempéries et sur rétention associée. L'exploitant précise les actions qu'il met en œuvre pour répondre à cette demande, par exemple, achat d'une seconde armoire, procédure de gestion des flux produits,...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Fonction de rinçage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 21.I et 21.II
Thème(s) : Risques chroniques, Fonction de rinçage
Prescription contrôlée : Le rejet spécifique d'eau n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.
Constats : <u>Rappel des constats effectués en 2024 :</u> → Il est demandé de transmettre à l'inspection les éléments relatifs au calcul de la fonction de rinçage. Dans le cas où cette fonction serait supérieure à 8l/m ² de surface traitée, l'exploitant propose des mesures de réductions de cette valeur afin de rester sous ce seuil. Ces éléments ont déjà été demandés lors de la visite d'inspection de 2020 et un rendez-vous avait été programmé le 15 janvier 2021 avec la société Polidisque selon le courrier de réponse à l'inspection du 23 décembre 2020. Aussi passé le délai mentionné dans ce point de contrôle et en l'absence des éléments demandés, il sera proposé un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur le Préfet. <u>Constat de la présente visite :</u> L'exploitant n'a pas remis le calcul de la fonction de rinçage malgré la demande formulée en 2020 et réitérée en 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de remettre ce calcul dans un délai maximum de 3 mois, accompagné le cas échéant, des mesures de réduction de cette valeur afin de rester sous le seuil de 8l/m ² de surface traitée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois